

LE POINT SUR LE BREXIT

Des négociations en solitaire qui irritent Bruxelles

Rien de nouveau ou presque sur le terrain du Brexit outre Manche et à Bruxelles..

Plus de deux mois après le référendum du 23 juin, et en dépit du remplacement de David Cameron par Theresa May au poste de Premier ministre, le Royaume-Uni ne semble pas pressé de déclencher l'article 50 du traité européen, procédure officielle du retrait d'un pays de l'UE.

Les Européens impuissants devant la mauvaise volonté de Londres. Impossible d'imposer le déclenchement rapide de l'article 50

Toutefois, Theresa May, fait face à davantage d'obstacles sur le terrain européen. La Commission européenne, la France ou encore l'Allemagne ne cessent en effet de **réclamer l'activation de l'article 50 du traité européen avant la fin de l'année 2016**, afin de **clarifier la situation** et lancer les négociations sur le retrait britannique. Dans ce contexte tendu, le **prochain sommet européen du 16 septembre**, qui doit se tenir à Bratislava (Slovaquie), sans la participation du Royaume-Uni, ne devrait pas permettre d'avancée substantielle en la matière : les deux parties campant sur leurs positions

Londres fait cavalier seul et prépare l'après "brexit"

En déplacement à Hangzhou en Chine pour le sommet du G20, la Première ministre britannique a commencé à **discuter des futurs accords commerciaux post-Brexit** avec plusieurs de ses partenaires internationaux.

Une démarche qui irrite la Commission européenne, d'autant que le gouvernement reste très évasif sur les modalités de son retrait.

Le sommet était consacré en priorité à la lutte contre "le protectionnisme", à "la question des réfugiés" et à "la mondialisation"! mais la Première ministre britannique en a également profité pour **préparer l'après-Brexit**. Elle donné le ton avant même le sommet de Hangzhou déclarant son ambition de **faire du pays un 'champion mondial du libre échange'** après sa sortie de l'Union européenne. Irritation à Bruxelles.

Ainsi l'**Australie**, "membre du G20 mais également du Commonwealth et ancienne colonie britannique, **a saisi la balle au bond**, confirmant dimanche que des pourparlers avaient débuté dans la perspective d'un accord de libre-échange bilatéral entre Canberra et Londres. Tandis que **l'Inde, le Mexique, la Corée du Sud et Singapour seraient également "disposés à ouvrir des discussions"** pour "lever les barrières commerciales" entre leurs pays et le Royaume-Uni, a déclaré Theresa May lundi [**Le Figaro**].

Une démarche qui n'a pas manqué d'agacer le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. La veille, celui-ci avait rappelé que tant que le Royaume-Uni était dans l'UE, il n'avait pas le droit de négocier de tels accords [**Le Parisien**]. "**Je n'aime pas beaucoup l'idée que des pays membres de l'UE, y compris ceux qui en font encore partie, négocient des accords commerciaux. Il s'agit d'une attribution exclusive de l'UE**", a-t-il insisté [**Le Figaro**].

C'est pour Juncker une autre manière d'enjoindre le Royaume-Uni à se souvenir au plus vite de l'article 50 du traité sur l'Union européenne, pour enclencher le processus devant mener à sa sortie effective.

Le flou entretenu et obligé du Brexit

Le gouvernement britannique semble toujours naviguer à vue à la fois sur le calendrier et sur les modalités du Brexit

Seule certitude sur laquelle a insisté Theresa May : **le Brexit aura bien lieu**. Et ce malgré la signature par plus de 4 millions de personnes d'une pétition en ligne réclamant l'organisation d'un second référendum. Une requête examinée hier par les parlementaires britanniques, comme la loi les y contraint, mais qui ne devrait probablement déboucher sur rien.

Outre la question de la fiabilité des signatures , le Première ministre a "**déclaré à plusieurs reprises qu'il n'était pas question d'aller à l'encontre du résultat du référendum du 23 juin et que celui-ci serait respecté**" [**Les Echos**]. Ainsi, "**l'idée d'un retour aux urnes des britanniques sur la question du 'Brexit' semble très peu probable**"

Par ailleurs, **le système d'immigration "à points"**, vanté par les tenants du Brexit pendant toute la campagne du référendum, **ne serait pas instauré au Royaume-Uni**. "Selon elle, ce modèle qui privilégie les compétences, en vigueur en Australie, ne serait pas efficace pour contrôler les arrivées d'immigrés"

Le ministre spécifiquement chargé par Theresa May de mener à bien le Brexit, **David Davis**, a **déçu par son silence** lors de la rentrée parlementaire à Westminster, lundi, où son intervention censée rendre compte de ses travaux pendant l'été était très attendue",

Il a précisé que **180 fonctionnaires de l'Etat travaillaient désormais activement à négocier le Brexit**, mais David Davis n'a donné **aucune information sur la question de l'immigration, du marché unique ou du déclenchement de l'article 50**"

Ce dernier souhaite prendre le temps de bâtir un "consensus national" sur la position de négociation du Royaume-Uni. Pour ce faire, le ministère s'apprête à consulter organisations patronales et syndicats, entreprises, instituts de recherche, ONG, collectivités, et à

mener des analyses juridiques pour cinquante secteurs différents de l'économie et de la société civile.

Indetermination:

Dès lors, les négociations sur la sortie du pays de l'Union européenne ne devraient pas débuter avant un certain temps.

Une indétermination subie par les autres capitales européennes, qui "invitent Londres à ne pas jouer la montre" [*Le Figaro*].

Mais aussi par le Japon qui, sous forme d'avertissement, demande à avoir le plus tôt possible "un tableau complet du processus du Brexit" [Le Parisien]. Dans son "**Message du Japon au Royaume-Uni et à l'Union européenne**" mis en ligne par le ministère des Affaires étrangères ce week-end, "**le gouvernement nippon prévient son homologue britannique : si les négociations avec l'UE tournent mal, les groupes industriels mais aussi les banques japonaises transféreront leurs sièges sur le continent**" [*L'Obs*].

Un document qui "**donne un aperçu concret des casse-tête que le Brexit pose aux grands groupes industriels et financiers**" (double application du tarif douanier, fin du "passeport européen"...) et qui préjuge **des difficultés que pourrait rencontrer le pays s'il négocie mal sa sortie**

Pas de récession à court terme mais un ralentissement continu

Pour le moment toutefois, l'économie du Royaume-Uni ne semble pas subir le contrecoup attendu suite au référendum du 23 juin. Au contraire, relatent Les Echos, "**les enquêtes montrent un net rebond de l'activité outre-manche en août après le plongeon des semaines qui ont suivi le choc du référendum**".

Parmi les facteurs qui peuvent expliquer cette reprise **figurent la transition gouvernementale** entre David Cameron et Theresa May "**plus rapide que prévu**", **les mesures de la Banque d'Angleterre** "pour stimuler l'économie", le relâchement annoncé de la politique d'austérité budgétaire, ou encore **le recul de la livre sterling qui "a boosté les exportations** et donné un coup de pouce au tourisme" [*Les Echos*].

Un optimisme à tempérer Pour autant, tempèrent les économistes, il ne s'agit pour l'instant que d'enquêtes, "*aucune statistique officielle sur la période suivant le 23 juin n'étant disponible pour l'instant*". Mais surtout, le pays subit bien depuis le référendum un ralentissement... qui devrait s'accroître l'an prochain [*Le Figaro*].

Le "Grexit" il y a un an.

Le lundi 13 juillet 2015, après trois semaines d'incertitudes et de réunions « de la dernière chance » qui tenaient l'Union européenne en haleine, les ministres des finances de la zone euro se mettaient enfin d'accord sur un troisième plan d'aide à la Grèce, en contrepartie d'importantes réformes.

Soulagé, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne déclarait alors que « le "Grexit" [avait] disparu », écartant définitivement la possibilité d'une sortie de la Grèce de la zone euro, qui avait semblé être sérieusement posée à la table des négociations les jours précédents.

L'avenir de l'Europe

Dans un entretien au *Monde*, le premier ministre grec **Alexis Tsipras**, évoquant « la crise des réfugiés, la crise sécuritaire et le terrorisme et la crise économique », tire la « sonnette d'alarme ». « **L'Europe vit une crise profonde, elle est comme un somnambule qui marche vers la falaise** », prévient M. Tsipras, qui organise, vendredi 9 septembre à Athènes, un sommet des pays d'Europe méditerranéenne, auquel doivent notamment participer le président français, François Hollande et le premier ministre italien, Matteo Renzi.

Le chef du gouvernement grec a également tenu à **"tirer la sonnette d'alarme" face à l'émergence d'une "Europe forteresse"**. Une référence directe aux pays du **groupe de Visegrad** (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie).

La "contre-révolution" hongroise et polonaise face au leadership chancelant de l'Allemagne

Et force est de constater que l'actualité semble lui donner raison

Réunis au Forum économique de Krynica (Pologne) mardi, le Premier ministre hongrois Viktor Orban et Jaroslaw Kaczynski, le chef du parti polonais Droit et justice actuellement au pouvoir, ont tous deux prôné **l'établissement d'une "contre-révolution dans l'UE"**. Les deux hommes se sont employés à rappeler que "l'Europe est riche de ses cultures, de leurs différences, des différences de structure. Mettant en avant l'importance de "l'identité nationale et religieuse", ils ont ainsi accusé les "élites européennes" de chercher à les "liquider".

Les petites phrases de la presse pour terminer ce tour d'horizon
Face au "populisme xénophobe", l'Europe est "tétanisée"

Comme dans "l'entre-deux-guerres, la poussée du populisme déconstruit le consensus démocratique",

l'Union européenne est "tétanisée, pétrifiée, impuissante".

La "situation abracadabrantésque" d'une Europe qui "dérive sans boussole"

*où "les leaders des 5 premières puissances de l'Union sont politiquement à la peine"
etc....*

jpv